



Sécurité publique et
Protection civile Canada

Public Safety and Emergency
Preparedness Canada

Compte rendu de l'Atelier d'un jour sur l'enseignement de la gestion des urgences au Canada 2005

Remerciements

Sécurité publique et Protection civile Canada tient à remercier les personnes suivantes de l'aide qu'elles ont apportée dans le cadre de l'Atelier d'un jour sur l'enseignement de la gestion des urgences au Canada 2005.

Groupe consultatif

David Etkin

Professeur, Faculté Atkinson, Université York

Jack McGee

Président, Justice Institute of British Columbia

John Lindsay

Professeur adjoint, Université de Brandon

Robert Race

Président, Institut international canadien des océans, Université Dalhousie

Sarah Michaels

Professeure adjointe, Université de Waterloo

Modérateurs, experts et animateurs

Doug Bell

Gestionnaire principal de projets, Dillon Consulting

Ernest MacGillivray

Directeur, Organisation des mesures d'urgence, Nouveau-Brunswick

Judy Carter

Gestionnaire de projets, Université Royal Roads

Laurie Pearce

Associée en recherche, Université de la Colombie-Britannique

Stephanie Chang

Professeure adjointe, Université de la Colombie-Britannique

Wayne Blanchard

Gestionnaire de projets du programme d'enseignement supérieur, Federal Emergency Management Agency

Le présent compte rendu a été préparé par :

Jeffrey Bonvie

Sécurité publique et Protection civile Canada

Table des matières

Introduction.....	1
Réunions d'experts	1
Séance 1 : Hier, aujourd'hui et demain : l'évolution des risques	1
Séance 2 : Où en sommes-nous aujourd'hui? Formation, certificats et diplômes	2
Réunions en petits groupes	2
Groupe A : Créer une capacité de recherche et des réseaux	2
Groupe B : Répondre aux besoins des étudiants : enseignement à distance, enseignement coopératif et développement des compétences	3
Groupe C : Créer un programme de gestion des urgences : conception du programme, contenu et matériel documentaire	4
Groupe D : Comment démarrer : monter un dossier en vue de l'élaboration de programmes de gestion des urgences.....	5
Exposé de clôture	5

Atelier d'une journée

Enseignement de la gestion des urgences au Canada

Introduction

L'enseignement de la gestion des urgences est un secteur naissant au Canada. Seul un petit nombre de collèges et d'universités offrent des cours dans ce domaine; cependant, plusieurs autres sont en train de concevoir des programmes. Au cours des dernières années, Sécurité publique et Protection civile Canada (SPPCC) a joué un rôle actif dans la promotion de l'enseignement de la gestion des urgences (GU) au pays, amorçant des discussions et publiant des rapports sur la situation de l'enseignement dans ce domaine. En réponse à un intérêt croissant à l'égard de l'enseignement de la gestion des urgences, le Collège de la protection civile du Canada (CPCC) a organisé un atelier sur l'enseignement de la gestion des urgences à l'automne 2005. Cet atelier a réuni des universitaires, des spécialistes et des représentants du secteur privé pour discuter de certains des principaux enjeux de l'enseignement de la gestion des urgences au Canada. On trouvera ci-dessous un compte rendu de l'atelier de 2005.

Le 16 novembre 2005 a eu lieu le premier atelier annuel sur l'enseignement de la gestion des urgences, à Toronto. À cette occasion, soixante participants de différents milieux se sont réunis pour discuter de l'enseignement de la gestion des urgences. Environ la moitié d'entre eux provenaient du monde universitaire et l'autre moitié du milieu de la gestion des urgences. C'est ainsi que différents points de vue ont pu être présentés au sujet des questions examinées. L'atelier consistait en des réunions d'experts et des réunions en petits groupes destinées à susciter la discussion sur plusieurs sujets d'importance. Les experts, les modérateurs et les animateurs provenaient de toutes les régions du pays; mentionnons entre autres Ernest MacGillivray, de l'Organisation des mesures d'urgence (OMU) du Nouveau-Brunswick, et Jack McGee, du Justice Institute of British Columbia (JIBC). En plus des participants canadiens, il y avait Wayne Blanchard, président du programme d'enseignement supérieur de la Federal Emergency Management Agency (FEMA) des États-Unis, qui a présenté de l'information sur ce programme et a parlé des leçons apprises au cours des dernières années.

Réunions d'experts

Séance 1 : Hier, aujourd'hui et demain : l'évolution des risques

Pour la première réunion d'experts de la journée, le modérateur était Jack McGee, du Justice Institute of British Columbia, et les participants étaient Ernest MacGillivray, de l'OMU du Nouveau-Brunswick, et Doug Bell, de la firme Dillon Consulting. M. MacGillivray a fait part de ses impressions sur l'évolution des risques et la diversification des menaces, des risques et des dangers au Canada. Aujourd'hui, les situations d'urgence ne sont plus seulement causées par les catastrophes naturelles, mais aussi par les accidents industriels et les actes intentionnels. Le spécialiste a aussi parlé de la tendance actuelle qui consiste à relier plus étroitement la GU à la sécurité, et il a commenté l'importance de l'enseignement de la GU au Canada. Doug Bell a présenté le

point de vue du secteur privé sur la GU et l'évolution des risques, et il a parlé de l'incidence de cette évolution sur le travail de la firme. Il a fait remarquer que le genre, la portée et l'ampleur des travaux qui se font au Canada dans le domaine de la GU ont changé de façon perceptible. M. Bell a souligné que la nature du travail de la firme a changé au fil du temps et qu'on a maintenant besoin d'employés qui possèdent des connaissances plus approfondies, en particulier dans le domaine de la gestion des urgences. Après les communications, les experts et les autres participants ont discuté de questions concernant les normes et les programmes d'études communs.

Séance 2 : Où en sommes-nous aujourd'hui? Formation, certificats et diplômes

Pour la deuxième réunion d'experts, le modérateur était Robert Race, de l'Institut international canadien des océans. Les participants étaient Wayne Blanchard, du programme d'enseignement supérieur de la Federal Emergency Management Agency, John Lindsay, de l'Université de Brandon, Jack McGee, du JIBC, et David Etkin, de l'Université York. L'objectif de cette réunion était de discuter de la situation actuelle de l'enseignement de la gestion des urgences au Canada. Wayne Blanchard a parlé du succès du programme d'enseignement supérieur de la FEMA aux États-Unis, ainsi que des leçons tirées de cette expérience. Cette communication a suscité de nombreux commentaires à propos du rôle que le gouvernement fédéral canadien pourrait jouer dans le domaine de l'enseignement de la GU. Jack McGee du JIBC a donné un aperçu des activités en cours au JIBC, y compris des renseignements sur le certificat en gestion des urgences qui y est offert. David Etkin, de l'Université York, a présenté un exposé sur le programme de certificat qui est offert actuellement par le Collège Atkinson de l'Université York. M. Etkin a parlé des difficultés qu'on a rencontrées, notamment pour trouver des professeurs. John Lindsay, de l'Université de Brandon, a parlé du programme d'études appliquées sur les catastrophes et les urgences. M. Lindsay a donné de l'information sur le contenu du programme et sur les projets d'avenir. Enfin, on a aussi parlé de la situation actuelle de la profession de gestionnaire des urgences et de la nécessité que l'ensemble de la collectivité de la gestion des urgences travaille en collaboration pour faire progresser cette discipline.

Réunions en petits groupes

Les réunions en petits groupes ont permis aux participants de discuter de plusieurs questions importantes. Voici un résumé de ces réunions :

Groupe A : Créer une capacité de recherche et des réseaux

Dans ce groupe, on a examiné la question du financement de la recherche en gestion des urgences au Canada. Selon les participants, le financement est pratiquement inexistant. Les programmes de financement qui existaient au gouvernement fédéral ont été abandonnés (p. ex. le financement accordé par l'intermédiaire du groupe de recherche du BPIEPC) et aucune solution de remplacement n'a été mise en place. La seule exception importante est le programme de bourses de recherche en l'honneur de Stuart Nesbitt White, qui est administré par SPPCC et fournit à huit étudiants une bourse annuelle de 19 250 \$.

Les participants ont fait remarquer que des activités de recherche dans d'autres domaines qui sont liés à la gestion des urgences sont financées, par exemple les études sociologiques et psychologiques portant sur les effets stressants des catastrophes. Il faut travailler à bâtir des ponts et à déterminer comment avoir accès à du financement.

Toute la collectivité de l'enseignement de la GU doit travailler en collaboration pour amener le gouvernement à financer la recherche dans ce domaine. On pourrait par exemple créer un organisme qui aurait diverses fonctions et responsabilités :

- agir comme champion de la recherche en GU;
- mettre en place un mécanisme pour communiquer aux divers intervenants du milieu les sujets de recherche;
- transmettre les connaissances;
- coordonner les besoins en matière de recherche;
- déceler les lacunes dans les pratiques professionnelles;
- favoriser le progrès de la discipline et encourager l'acquisition des connaissances.

Selon les participants, la capacité de recherche potentielle est très grande au Canada, et elle se situe à divers niveaux, notamment dans le milieu universitaire et la collectivité des intervenants de première ligne. On a dit que ces derniers seraient une source d'information importante pour la recherche sur les interventions de première ligne et qu'ils apporteraient une grande contribution à la recherche en gestion des urgences au Canada.

Groupe B : Répondre aux besoins des étudiants : enseignement à distance, enseignement coopératif et développement des compétences

Dans ce groupe, on s'est penché sur les questions de l'enseignement à distance, de l'enseignement coopératif et du développement des compétences. Durant la discussion, les participants ont fait remarquer que les personnes qui s'inscrivent à un programme complet en GU et les personnes qui suivent simplement des cours liés à la GU ont des besoins très différents. Ainsi, pour diverses raisons, l'enseignement à distance se prêterait bien à des cours individuels, mais pas à un programme complet dans le cadre duquel les étudiants doivent se servir d'un équipement spécialisé, exécuter des travaux en groupe et faire l'objet d'un encadrement qui ne peut leur être offert par l'enseignement à distance. Ce genre d'enseignement comporte aussi d'autres inconvénients : difficulté d'assurer la coordination et d'établir des horaires; manque de soutien de la part des établissements d'enseignement à l'égard des étudiants qui choisissent ce type d'apprentissage; difficulté de travailler avec des étudiants qui ne possèdent pas de compétences spécialisées. Le plus grand problème que pose l'enseignement à distance est peut-être qu'il nécessite beaucoup de temps de préparation par rapport au temps d'enseignement. Il est plus facile de préparer des cours normalisés et de les mettre à l'épreuve dans une classe que dans le cadre de l'enseignement à distance.

Les participants ont aussi fait remarquer que la nécessité des programmes d'enseignement coopératif et du développement des compétences dépend du genre d'étudiants à qui l'on enseigne. Pour les personnes qui travaillent déjà dans le domaine de

la gestion des urgences et qui veulent suivre des cours pour approfondir leur expérience pratique, les stages sont moins nécessaires. Par ailleurs, pour les jeunes étudiants et les personnes qui suivent pour la première fois des cours de gestion des urgences, les stages constituent un excellent mécanisme d'apprentissage. Toutefois, on a souligné qu'il serait assez difficile de trouver des places pour les stages des étudiants, puisqu'il y a peu de postes à temps plein en gestion des urgences que les étudiants auraient la capacité de remplir.

Groupe C : Créer un programme de gestion des urgences : conception du programme, contenu et matériel documentaire

Dans ce groupe, on a parlé des questions entourant la conception des programmes de gestion des urgences, leur contenu et le matériel documentaire. Les participants ont fait observer que les programmes de gestion des urgences ne sont ni axés sur la profession ni de nature générale, et qu'il convient d'accorder la priorité à des éléments différents selon les niveaux de formation et d'enseignement. On a parlé des différents cheminements qui peuvent mener à une carrière en gestion des urgences. Ce faisant, on a souligné le rôle que devraient jouer les programmes universitaires dans l'*amorçage* de la carrière, et les programmes de niveau collégial ou les programmes de certificats dans la *transition* de carrière ou l'*enrichissement* de la carrière. Les programmes de niveau collégial pourraient viser à aider les intervenants en services d'urgence ou autres praticiens à entreprendre une carrière en gestion des urgences, tandis que d'autres cours, surtout dans l'avenir, pourraient aider les gestionnaires des urgences à se recycler, à augmenter leurs connaissances ou à se spécialiser. Les programmes universitaires pourraient être axés davantage sur l'avenir de la profession et initier les étudiants à une carrière en gestion des urgences. Selon les participants, les programmes de premier cycle devraient comporter des stages pour que les étudiants puissent acquérir une expérience pratique pendant leurs études.

On a également discuté de l'équilibre entre la théorie, la pratique et la recherche, ce qui a amené les participants à souligner que les universités et les collèges devraient avoir des rôles bien définis dans l'enseignement de la gestion des urgences. Les collèges devraient reconnaître les apprentissages et les expériences antérieurs, alors que les universités devraient reconnaître davantage les certificats et diplômes décernés par les collèges. Est-il nécessaire qu'il y ait un programme d'études normalisé à l'échelle nationale? Si cela n'est pas nécessaire, il faudrait à tout le moins que les établissements d'enseignement adoptent des méthodes semblables et qu'il y ait une plus grande interopérabilité entre eux. Il existera toujours, cependant, des variantes entre les régions en raison des particularités géographiques et de la nécessité d'acquérir des connaissances s'appliquant au niveau local. À mesure que la profession de la gestion des urgences évoluera, la demande de programmes spécialisés augmentera, et les collèges et universités auront de plus nombreuses occasions de déterminer leurs rôles respectifs dans le développement de ce domaine.

Groupe D : Comment démarrer : monter un dossier en vue de l'élaboration de programmes de gestion des urgences

Dans ce groupe, on s'est penché sur la demande de programmes, le genre de programmes à offrir et la meilleure façon de préparer un dossier d'analyse en vue de l'élaboration de programmes de gestion des urgences. Comme exemple de l'élaboration d'un programme, on a examiné la maîtrise ès arts en gestion des catastrophes et des urgences que l'Université Royal Roads prévoit lancer en 2007.

La demande de programmes d'enseignement de la gestion des urgences au pays a augmenté à la suite des catastrophes qui se sont produites dans plusieurs pays. Il s'avère de plus en plus nécessaire d'outiller les gestionnaires pour qu'ils puissent gérer des situations d'urgence complexes. Le Canada accuse un certain retard par rapport à d'autres pays et offre comparativement peu de programmes postsecondaires en gestion des urgences.

Dans les collèges et les universités, il y a une demande de programmes d'enseignement en gestion des urgences. En offrant un plus grand nombre de programmes, on favorisera l'évolution et l'expansion du secteur de la gestion des catastrophes et des urgences, et on encouragera aussi la recherche. Les nouveaux programmes devront répondre aux besoins de deux types d'apprenants : ceux qui travaillent actuellement dans le domaine de la gestion des urgences et qui veulent augmenter leurs connaissances et leurs compétences, et ceux qui ont peu de connaissances ou d'expérience dans le domaine de la gestion des urgences, mais qui souhaitent faire carrière dans ce domaine.

Les discussions des participants tout au long de cette séance ont renforcé l'idée que le Canada aurait avantage à offrir plusieurs programmes de gestion des urgences. Idéalement, les apprenants devraient pouvoir étudier à divers niveaux, depuis le certificat jusqu'au doctorat. Enfin, les participants ont parlé de l'importance de travailler en collaboration afin de promouvoir le développement du domaine de la gestion des catastrophes et des urgences au Canada.

Exposé de clôture

Au cours de la journée, dans les divers ateliers, on a abordé plusieurs questions qu'on jugeait importantes et qui mériteraient une étude plus approfondie. Les universitaires et les praticiens étaient tous d'accord pour dire que l'enseignement de la gestion des urgences au Canada doit être destiné à deux genres d'apprenants. Il faut offrir des programmes et des cours aux personnes qui veulent s'initier à ce domaine et y faire carrière. Il faut aussi offrir des programmes et des cours à ceux qui travaillent déjà dans ce domaine et qui veulent augmenter leur expérience pratique. Il faudra aussi définir un ensemble de compétences communes que devront posséder tous les gestionnaires des urgences et qui seront reconnues. L'établissement d'un ensemble de compétences reconnues aidera les universités et les collèges à concevoir des programmes.

On a également abordé la question de l'agrément des gestionnaires des urgences au Canada. Les participants estimaient qu'il serait important d'avoir un processus

d'agrément pour les gestionnaires des urgences, et qu'il faudrait réfléchir à la façon dont on pourrait procéder. On a proposé entre autres de s'inspirer du processus d'agrément des ingénieurs et des comptables. Enfin, les participants ont souvent parlé de l'importance de la coordination et de l'assistance à l'échelle nationale en ce qui concerne l'enseignement de la gestion des urgences. On estime que c'est là un domaine dans lequel la contribution du gouvernement fédéral pourrait apporter des avantages considérables.

À la fin de l'atelier, les représentants de SPPCC ont reçu de nombreux commentaires intéressants et positifs à propos de l'atelier. Plusieurs participants ont fait remarquer que c'était la première fois qu'ils avaient eu l'occasion de rencontrer leurs collègues et d'apprendre qui fait quoi au Canada. Les formulaires d'évaluation remplis par les participants à la fin de l'atelier contenaient aussi des commentaires positifs. En voici quelques-uns : « Bravo! »; « Excellente initiative pour permettre aux universitaires et aux praticiens d'échanger des idées. Prochaine étape : poursuivre le dialogue. »; « Premier atelier très réussi – continuez ce bon travail! »

SPPCC a décidé de miser sur le succès de l'atelier de 2005 et planifie faire de l'atelier sur l'enseignement de la gestion des urgences un événement annuel.